

[Text]

is done about this, it can be accurately said that we were contributing more to the risk of war than to the preservation of peace.

The Chairman: The Minister, followed by the New Democratic Party.

Mr. Blais: Mr. Chairman, Mr. André is making comments again, claiming to inspire himself from a document that is a Cabinet document, says he. I have not seen the document that he refers to. I can tell the honourable gentleman, that I have been around here. I have been involved previously as Minister of Defence Production for three years. I have seen the expenditures of this government. I have seen the defence budget as advanced by this government increase from \$2.5 billion as it was in 1974-1975 to over \$9 billion in 1984-1985, which is a substantial increase. I have seen a major re-equipment program that was commenced in 1976 and has been ongoing and will continue into the planning future that we foresee. We have increased our level of capital acquisition from 8% of total defence expenditures as it was at 1973-1974, to 26% as it is projected in 1983-1984—superior to 26% in 1984-1985, if I have my way. In that context there has been tremendous improvement.

• 1015

In terms of our forces not being a deterrent, if he is talking about a nuclear deterrent, of course Canada has forsworn participating as a country with nuclear arms since 1969; therefore Canada is not a nuclear power. We have said we would not be a nuclear power. Therefore, in that context of course we do not singly offer a nuclear deterrence. But we are part of the NATO shield, and the NATO shield provides a nuclear deterrent. We, as a member of NATO, support that nuclear deterrence; but it brings the fact that Canada by itself of course is not going to frighten anyone. Canada is a relatively small country. Basically, while our defence expenditures rank sixth within the NATO alliance, it is not by itself sufficient to have anyone turn on its heels and flee our military forces.

The question is, however, that within the NATO shield and within the NATO alliance Canada provides a significant and meaningful contribution—and we continue to provide that meaningful contribution. We have a great deal of credibility in providing that contribution. Canada is not aiming at neutrality. Canada is not trying to establish itself as a neutral country with the responsibility of protecting itself by itself. Canada has chosen collective security. We have always chosen collective security. That is why we participated in World War I, even though our boundaries were not threatened. That is why we participated in World War II, even though our boundaries were not immediately threatened. We believed in collective security. That is why we are in Europe now, because we believe

[Translation]

de 1984-1985. Honnêtement, je crois que le gouvernement n'a aucune crédibilité sur le plan de ses engagements vis-à-vis de la défense. À moins que l'on ne remédie à cette situation, on peut dire, sans crainte de se tromper, que nous contribuons davantage à augmenter les risques de guerre qu'à assurer le maintien de la paix.

Le président: Monsieur le ministre, et ensuite le Parti néo-démocrate.

M. Blais: Monsieur le président, M. André prétend encore une fois tirer l'inspiration de ses propos d'un document qui émanerait du Cabinet. Je n'ai pas vu ledit document. Les députés savent fort bien que je suis dans le circuit depuis déjà un certain temps. Dans le passé, j'ai été ministre de la Production de défense pendant trois ans. Je sais en quoi consistent les dépenses du gouvernement. J'ai vu le budget de défense de ce gouvernement-ci passer de 2,5 milliards de dollars, en 1974-1975, à plus de 9 milliards de dollars en 1984-1985; avouez que c'est une jolie augmentation. J'ai assisté en 1976 à la mise en oeuvre d'un programme important de ré-équipement qui suit son cours à l'heure actuelle et dont les prochaines phases sont planifiées pour un avenir prévisible. Le budget d'immobilisation ne représentait que 8 p. 100 du total des dépenses de la Défense en 1973-1974; nous avons fait passer ce pourcentage à 26 p. 100, selon les prévisions pour 1983-1984; et si l'on m'accorde ce que j'ai demandé, ce sera supérieur à 26 p. 100 en 1984-1985. Dans ce contexte, il y a eu d'énormes améliorations.

Quant à dire que nos forces militaires ne sont pas des forces de dissuasion, s'il veut parler d'une dissuasion claire, le Canada a renoncé à participer en tant que pays doté d'armes nucléaires dès 1969. Le Canada n'est donc pas une puissance nucléaire. Nous avons dit que nous n'en serions pas une. Par conséquent, dans ce contexte-là, nous ne pouvons pas offrir à nous seuls une force de dissuasion nucléaire. Nous faisons partie du bouclier de l'OTAN, et ce bouclier constitue une force de dissuasion nucléaire. En tant que membre de l'OTAN, nous appuyons cette force de dissuasion, mais il reste que le Canada ne pourra pas à lui seul faire peur à qui que ce soit. Le Canada est un pays relativement petit. Bien que nos dépenses en matière de défense se classent au sixième rang parmi les pays membres de l'OTAN, le Canada ne pourrait jamais à lui seul faire rebrousser chemin à qui que ce soit.

Il n'en demeure pas moins, cependant, que le Canada contribue de façon significative au bouclier de l'OTAN... et nous continuerons d'y contribuer. Notre contribution nous donne d'ailleurs une grande crédibilité. Le Canada n'a aucunement le désir d'être neutre. Il n'essaie pas de s'établir en tant que pays neutre avec la responsabilité de se protéger tout seul. Le Canada a toujours opté pour une sécurité collective, et c'est pourquoi nous avons participé à la Première Guerre mondiale, même si notre territoire n'était pas lui-même menacé. C'est pour la même raison que nous avons participé à la Seconde Guerre mondiale, même si, là encore, nos frontières ne subissaient pas une menace imminente. Nous croyions en une sécurité collective. C'est pourquoi nous sommes présents